

Inégalités sociales : l'herbe du pré voisin paraît toujours plus verte !

Michel Godet

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, l'auteur* explique pourquoi les Français ressentent des injustices alors que leur niveau de vie n'a cessé d'augmenter.

« **Q**uand mon voisin s'achète une grosse voiture, mon niveau de vie relatif baisse. » C'est ainsi que commençait

naguère la première leçon d'économie dans les facultés. Cette remarque fait toujours sourire, on aurait cependant tort de ne pas la prendre au sérieux car elle permet de comprendre une partie du mal-être de la société française actuelle. L'herbe du pré voisin paraît toujours plus verte et l'envie nous tarade. Au lieu d'être satisfait de ce que l'on a et de ce que l'on est, on est frustré de ce que l'on n'a pas. L'amélioration du niveau de vie de 50 % par habitant et le gain de cinq années de vie en plus depuis 1980 en France n'ont pas suffi à rendre les gens plus heureux.

Le récent rapport de l'Insee sur les inégalités entre 2004 et 2007 a montré que la part des 10 % les plus riches dans la masse des revenus s'est accrue, passant de 22,6 % à 24,1 % du total, celle des 10 % les moins riches s'étant stabilisée autour de 4 % grâce aux politiques sociales. Ce sont surtout

les inégalités entre riches qui se sont accrues : les petits riches sont devenus relativement pauvres par rapport aux grands riches. Mais convenons que c'est un problème au sein des 10 % de ménages les plus riches qui ne concerne pas vraiment les

90 % restants, sauf évidemment au travers de l'envie et des frustrations qui s'ensuivent.

En 2007, la proportion de ménages « pauvres » était de 13,4 % de la population, contre 15 % en 1990 et 18 % en 1970. Ce score nous situe bien en dessous des 16 % de la moyenne communautaire. La pauvreté monétaire est d'abord un indicateur d'inégalité de la répartition. Sont dits « pauvres » ceux qui gagnent moins de 60 % du revenu médian, soit 908 euros de revenu net par mois pour une personne et 1900 euros pour un couple avec deux enfants. Ce n'est pas beaucoup pour vivre. Mais la plupart de ces familles arrivent à joindre les deux bouts dans la dignité en élevant correctement leurs enfants.

Il faudrait sans doute les aider plus, notamment pour les études qui coûtent cher et sont d'autant plus courtes que la fratrie est nombreuse. On l'a compris, sont « pauvres » ceux qui ne bénéficient pas des minima sociaux et si la pauvreté a baissé en France depuis trente ans, c'est grâce à la revalorisation du minimum vieillesse. Il suffit de redistribuer 150 euros de plus ou de moins par personne pour diviser ou multiplier par deux le taux de pauvreté.

Cessons donc de culpabiliser avec nos huit millions de « pauvres » car cet indicateur d'inégalité est ainsi construit que même en doublant le revenu de tous les Français on ne diminuerait pas le nombre de ménages pauvres ! D'ailleurs, la proportion de ménages pauvres est

traditionnellement plus faible dans les anciens pays de l'Est, moins riches que nous, car la dispersion des revenus y est moindre.

Il y a aussi selon l'Insee, à considérer la pauvreté subjective qui concerne ceux qui ont des fins de mois difficiles, car ils dépendent plus que ce qu'ils gagnent. Dans une société d'envie, on en trouve à tous les niveaux de revenus. La séparation des couples est aussi un facteur d'appauvrissement : le tiers des familles monoparentales vit en dessous du seuil de pauvreté. Est-ce bien la collectivité qui doit être tenue pour responsable des conséquences économiques de décisions individuelles ? Elle ne peut certainement pas rester indifférente à la situation des enfants devenus pauvres du fait des choix

médiane légèrement supérieure au smic. Ce département d'ouvriers et d'employés est optimiste pour l'avenir : la fécondité est l'une des plus élevées du pays et le taux de chômage y est systématiquement deux fois plus faible que la moyenne nationale. Tout se passe comme si la qualité de vie et la cohésion sociale dans un territoire passaient par l'absence d'inégalités trop visibles.

Il faut bien chercher ailleurs pour comprendre le sentiment d'injustice qui envahit la société française. Les plus riches s'affichent de manière d'autant plus ostentatoire que leurs revenus sont extravagants et récents. La crise financière a laissé le goût amer de fabuleux profits privatisés et d'autant

« **La crise financière a laissé le goût amer de fabuleux profits privatisés et d'autant de pertes socialisées** »

de leurs parents. On pourrait faire le même constat pour les 100 000 SDF dont on sait que quatre sur dix sont blessés de la route familiale qui se sont retrouvés placés dans des familles ou structures d'accueil.

Où trouver des familles heureuses ? La Mayenne est l'un des départements les plus pauvres de l'Hexagone en raison de son faible niveau de vie moyen, mais c'est aussi l'un de ceux où il y a le moins de ménages pauvres au sens monétaire (inégalité de la répartition). La majeure partie des habitants se situe autour de la

de pertes socialisées. Les écarts de revenus sont justifiés par les talents et les efforts, mais quand ils prennent les dimensions astronomiques que l'on sait ils deviennent insupportables et minent le consensus social. Le débat sur les inégalités ne fait que commencer car les inégalités de statuts (emploi, temps de travail et retraites) sont moins connues, mais encore plus explosives.

* « Le Courage du bon sens. Pour construire l'avenir autrement », Odile Jacob, « Poches », 2009.

